

Le contexte international des indignations mondiales

lundi 28 mai 2012, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2012).

Sommaire

- [La crise mondiale précède le](#)
- [Du printemps arabe à Occupy](#)
- [Quelques traits communs \(...\)](#)
- [Indignées et indignés du \(...\)](#)

Brève rétrospective des mouvements qui ont précédé le printemps arabe, les Indigné-ées et Occupy Wall Street

Au cours de l'année 2011, le mouvement social et politique rebelle a refait irruption dans les rues et sur les places publiques aux quatre coins de la planète. Il a pris une nouvelle forme et de nouvelles appellations : le printemps arabe, les indignés, le mouvement Occupy Wall Street (OWS)... Les principales régions concernées sont l'Afrique du Nord et le Moyen Orient (y compris Israël), l'Europe et l'Amérique du Nord. Certes, tous les pays de ces régions n'ont pas été touchés par cette vague de mobilisations et les nouvelles formes d'organisation, mais tout le monde en a entendu parler. Dans les pays où il n'a pas pris une forme massive, des minorités agissantes essaient de lui faire prendre racine avec des résultats divers [1]. Dans l'hémisphère sud de la planète, en 2011, seul le Chili a vécu un mouvement proche de celui des Indignés | [2].

Afin de résumer à grands traits l'action de ce qu'on a appelé le mouvement altermondialiste sur le plan international au cours des deux dernières décennies, on peut distinguer différentes phases en liaison avec l'évolution de la situation mondiale.

Entre 1999 et 2005, face à un approfondissement de l'offensive néolibérale dans les pays du Nord, ont lieu de grandes mobilisations contre l'OMC (Seattle aux Etats-Unis en novembre 1999), contre la Banque mondiale, le FMI et le G8 (Washington en avril 2000, Prague en septembre 2000, Gênes en juillet 2001). C'est dans ce cadre que naît le Forum social mondial en janvier 2001 à Porto Alegre. Dans les années qui suivent, on assiste à un processus d'extension vers plusieurs continents (Amérique latine, Europe, Afrique, Asie du Sud, Amérique du Nord). Se créent de nouveaux réseaux internationaux : Jubilé Sud (sur la problématique de la dette), ATTAC (contre la dictature des marchés), la Marche mondiale des femmes, Notre monde n'est pas à vendre... Se renforcent aussi des réseaux plus anciens (nés dans la première moitié des années 1990) : Via Campesina, CADTM (réseau Nord/Sud qui se focalise au départ sur la dette, la Banque mondiale et le FMI)... Le mouvement altermondialiste (ou antiglobalisation) prend forme pendant cette phase, essentiellement dans le cadre du Forum social mondial.

Après 20 ans de domination néolibérale en Amérique du Sud, dans plusieurs pays, les luttes sont massives et plusieurs sont couronnées de succès : guerre de l'eau en Bolivie en 2000, soulèvement indien en Equateur qui renverse un président néolibéral (2000), rébellion qui renverse le président néolibéral argentin (fin 2001) et ouvre une crise prérévolutionnaire en décembre 2001 qui se poursuit en 2002, soulèvement populaire au Venezuela en avril 2002 pour le retour de Hugo Chavez

à la présidence après son renversement par un putsch (11-13 avril 2002), guerre du gaz en Bolivie en 2003 avec renversement du président néolibéral pro-Washington, renversement du président néolibéral pro-américain en Equateur en 2005... Dans la foulée de ces mobilisations, des gouvernements qui rompent partiellement avec le néolibéralisme et s'opposent à la domination des Etats-Unis entament des réformes politiques et réinstaurent en partie le contrôle public sur les ressources naturelles (Venezuela à partir de 1999, Bolivie en 2006, Equateur en 2007) | [3].

Sous la pression populaire, le gouvernement argentin, qui n'a pas une origine de gauche, applique des mesures hétérodoxes qui tranchent avec le cours suivi par le gouvernement du PT au Brésil ou du Front ample en Uruguay qui eux prolongent la politique de leur prédécesseurs néolibéraux en y ajoutant une dose importante d'« assistancialisme » qui améliore la situation des couches les plus pauvres et consolide leur base électorale. La zone de libre commerce pour les Amériques voulue par Washington est abandonnée en 2005 grâce à l'opposition d'une majorité de gouvernements d'Amérique du Sud et la mobilisation sociale.

Entre temps, le 11 septembre 2001 débouche sur une nouvelle offensive belliqueuse des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan qui dégage une très forte odeur de pétrole et de renforcement de son avantage militaire. Cette offensive va également de pair avec une restriction des libertés démocratiques notamment aux Etats-Unis et en Grande Bretagne. Le prétexte tout trouvé est la lutte contre le terrorisme. Face à ce durcissement impérial, le mouvement altermondialiste réussit la plus grande marche antiguerre de l'histoire (12 à 13 millions de manifestants défilent aux quatre coins de la planète en février 2003) mais ne parvient pas à empêcher l'invasion de l'Irak un mois plus tard. Le déclin du Forum social mondial commence en 2005. En cause, la persistance du refus de son conseil international de faire évoluer un forum de rencontre et d'échange vers un moyen démocratique et ouvert de rassemblement pour l'action. A cela s'ajoute l'institutionnalisation du processus, dominé par des ONG et des leaders de mouvements sociaux qui s'alignent sur des gouvernements sociaux libéraux (le gouvernement Lula au Brésil et Prodi en Italie, notamment).

A partir de 2004, à l'échelle internationale, il n'y plus de grandes mobilisations contre le FMI, la Banque mondiale, le G8, l'OTAN, l'OMC, contre les guerres impérialistes. Le mouvement altermondialiste est manifestement en perte de vitesse même si les éditions du Forum social mondial peuvent connaître un succès comme en 2009 à Belém (Brésil) et, dans une moindre mesure, à Dakar en février 2011.

En 2005, par l'adoption antidémocratique du traité constitutionnel, les classes dominantes européennes et les gouvernements en place renforcent l'orientation capitaliste néolibérale de l'intégration européenne dans le cadre de l'UE et de la zone euro qui s'étend progressivement à 17 pays. Les pays capitalistes les plus industrialisés ainsi que la Chine et les pays exportateurs de matières premières ont une santé qui semble bonne. Les classes dominantes poursuivent leur offensive en terme de précarisation du travail, mais la consommation est soutenue notamment par les achats à crédit et la bulle immobilière qui produisent une fausse impression de richesse et de bien-être dans plusieurs pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Espagne, Irlande, Grèce, plusieurs pays de l'Europe centrale membres de l'Union européenne). Par ailleurs, les effets perceptibles du changement climatique en cours commencent à provoquer une prise de conscience critique à propos du capitalisme productiviste.

Bien sûr, les mobilisations des années 1999-2000 ont été préparées par d'autres actions parmi lesquelles :

- la mobilisation contre le G7 à Paris en juillet 1989 à l'occasion du bicentenaire de la révolution française au cours de laquelle a été adopté l'Appel de la Bastille pour l'annulation de la dette du tiers monde (texte fondateur du CADTM) [4] ;
- la rébellion (néo) zapatiste qui a fait irruption le 1^{er} janvier 1994 et a eu un impact international très important pendant plusieurs années notamment lors de la rencontre internationale au Chiapas de 1996 intitulée de manière surréaliste « Rencontre intergalactique en défense de l'humanité » (à laquelle de plusieurs mouvements internationaux dont le CADTM ont participé).

C'est aussi en 1994 qu'eut lieu le 50^e anniversaire de la fondation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). L'événement fut commémoré par un énorme rassemblement de contestation à Madrid. Cette manifestation a inspiré plus tard les Français qui, dans la mobilisation contre le G-7 à Lyon en 1996, ont mis en place les collectifs « Les autres voix de la planète ». L'initiative espagnole réunissait des ONG, le CADTM Belgique et des mouvements comme « la plateforme 0,7 % » où des jeunes luttèrent pour que leur pays consacre 0,7 % du PIB à l'aide publique au développement, et aussi des syndicats, des mouvements féministes, des mouvements écologistes (Ecologistas en Accion). Déjà, à l'occasion de ce contre-sommet, s'alliaient toute une série de mouvements qui, plus tard, allaient se retrouver à Seattle en 1999, puis à Porto Alegre en 2001, etc. En 1997, à Amsterdam, lors d'un contre sommet face à l'Union européenne, les marches européennes contre le chômage jouent un rôle de catalyseur.

Voir CADTM *Les manifestes du possible*, Syllepse-CADTM, Paris-Liège, 2004 [5]

La crise mondiale précède le printemps arabe, les Indigné-ées et Occupy Wall Street

À partir de 2007, le ciel capitaliste s'assombrit. Commence alors la plus grande crise capitaliste depuis les années 1930. Il y a interconnexion de différentes crises : dans les pays les plus industrialisés, crise bancaire et financière, crise immobilière, crise économique ; dans les pays du Sud, en particulier en Afrique et certains pays d'Asie, crise alimentaire (l'Amérique latine est moins touchée) causée principalement par deux causes générées par la politique des gouvernements des pays les plus industrialisés :

1. le déplacement de la spéculation immobilière (suite à l'éclatement de la bulle) vers le marché à terme des céréales (grains) ;
2. le soutien à la production d'agro-combustibles. La crise alimentaire provoque en 2008 des émeutes de la faim dans plus de 15 pays, le nombre d'affamés passe de 850 millions à plus d'un milliard [6]. La santé économique de la Chine, l'atelier du monde, finit par provoquer dans l'ancien empire du milieu des grèves ouvrières qui aboutissent à des augmentations de salaire (en partant d'un niveau très bas). La crise de gouvernance est patente à l'échelle de la planète.

Trois exemples de cela.

1. le processus d'accentuation de la déréglementation des échanges défini à Doha en novembre 2001 est bloqué, l'OMC fait du sur place.

2. le FMI, entre 2002 et 2008, passe par une crise radicale : deux directeurs généraux se succèdent sans terminer leur mandat ; les pays émergents remboursent leurs dettes au FMI de manière anticipée afin de se défaire de sa tutelle directe et de suivre des politiques partiellement hétérodoxes.

3. le G7 (Etats-Unis, Allemagne, Royaume Uni, Japon, France, Italie, Canada), d'où la crise financière et économique est partie, ne peut pas prétendre une fois encore trouver et imposer des solutions alors que les économies émergentes connaissent une bonne santé économique, regorgent de réserves de changes et se sont désendettées (en terme de dette extérieure). Les capitales des pays les plus industrialisés convoquent le G20 en 2009 et demandent aux pays émergents de les aider à se sortir du borbier dans lequel elles se trouvent. Les effets d'annonce se multiplient : on va réformer le système capitaliste, voire le refonder, on va remettre de l'ordre dans la finance internationale en tirant l'oreille aux paradis fiscaux, on va réduire les extravagances des banquiers et de leurs traders, on va contenir la spéculation sur les aliments, on va réformer les grandes institutions comme le FMI et la Banque mondiale pour donner un peu de place aux pays émergents, on trouvera des solutions pour le changement climatique... Au bout du compte, aucune de ces promesses n'est mise en pratique. De son côté, le FMI peut revenir sur le devant de la scène. Alors qu'il a dû desserrer l'étau sur les pays émergents et qu'il est au bord de l'asphyxie financière (au point qu'il licencie du personnel), il revient à l'attaque dans les pays du Nord : en 2008-2009, il dicte ses prescriptions néolibérales à l'Islande et à plusieurs pays de l'Europe centrale et de l'Est (anciens membres du glacis soviétique devenus membre de l'Union européenne ou candidats pour y entrer) [7]. En 2010, c'est au tour de la Grèce et de l'Irlande. En 2011, le Portugal repasse sous ses fourches caudines. Le G20 décide de renflouer les caisses du FMI même si le processus est compliqué à appliquer tant les grandes puissances rechignent à donner la place qui revient aux puissances émergentes à qui pourtant elles demandent des sous [8]. Lors d'un sommet européen de décembre 2011, l'UE sans le Royaume Uni décide d'apporter 150 milliards d'euros au FMI.

En 2008-2009, la crise des pays les plus industrialisés affecte la bonne santé de l'économie chinoise, les autorités réagissent par un vaste plan de relance financé par l'Etat (ce que le FMI a toujours refusé aux pays du sud confrontés à une crise).

En 2007-2008, les classes dominantes et les gouvernements en place dans les pays les plus industrialisés ont eu très peur : le mirage capitaliste était en train de s'évaporer, le capitalisme était mis à nu par ses propres contradictions, il commençait à apparaître comme la cause de la crise. Pour éviter des mobilisations massives qui pourraient prendre une dynamique radicale, voire anticapitaliste, à la fin 2008 et en 2009, Washington (où est arrivé Barack Obama en janvier 2009), la Commission européenne et les capitales du Vieux continent mettent en place des amortisseurs sociaux (sauf dans des pays de la périphérie européenne comme les républiques baltes, la Hongrie, l'Ukraine...). Le démarrage de la stratégie du choc a véritablement lieu à partir de 2010.

En 2011, elle s'est approfondie. Les attaques contre ce qui reste des acquis des luttes des travailleurs de l'après seconde guerre mondiale sont brutales, en particulier dans les pays périphériques, au sein ou en dehors de l'Union européenne.

Entre temps, en 2008-2009, l'épicentre de la crise dans les pays les plus industrialisés s'est déplacé des Etats-Unis vers l'Union européenne pour trois raisons :

1. la structure de l'Union européenne accentue la crise car les mécanismes d'aide et de transfert vers les pays les plus fragiles sont réduits comme peau de chagrin ;

2. les banques privées européennes menacent de s'effondrer et de provoquer un nouveau cataclysme financier du type de celui créé par la faillite de Lehman Brothers. Sauvées par les Etats, elles continuent de prendre d'énormes risques en utilisant les fonds mis presque gratuitement à leur disposition par la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre, la Banque de Suisse ;

3. au lieu d'adopter une politique de relance économique et d'imposer des règles strictes aux banques, la commission européenne et les gouvernements imposent une cure d'austérité qui comprime la demande et déprime l'activité économique. En conséquence, la dette publique, qui est bien inférieure à la dette des entreprises privées, explose. Dans plusieurs pays européens (Espagne, Irlande, Royaume Uni, Hongrie...), l'éclatement de la bulle immobilière produit une situation dramatique pour des centaines de milliers de familles lourdement endettées forcées de quitter leur logement. Des centaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans la construction.

En 2010-2011, la crise de la gouvernance européenne prend des proportions considérables. Les sommets de crise se succèdent afin d'adopter des plans de sauvetage qui se révèlent chaque fois insuffisants. Les banques sont de nouveau au bord de l'abîme et si elles n'y dégringolent pas, c'est uniquement grâce au soutien des Etats.

Du printemps arabe à Occupy Wall Street en passant par le mouvement des Indignés

En Tunisie et en Egypte, pays non exportateurs de matières premières (sauf à la marge), les conditions de vie des populations se sont aggravées au cours des dernières années, conduisant à des protestations sociales réprimées très durement. Cela provoque, en Tunisie d'abord, une réaction massive qui prend rapidement une dimension politique. Le peuple réuni dans la rue et sur les places publiques affronte la répression (qui fait 300 morts) et exige le départ du dictateur Ben Ali. Il doit abandonner le pouvoir le 14 janvier 2011. A partir du 25 janvier 2011, le mouvement s'étend à l'Egypte dont la population a été soumise à des décennies de contre-réformes néolibérales dictées par la Banque mondiale et le FMI combinées à un régime dictatorial allié comme celui de Tunisie aux puissances occidentales (et totalement compromis dans une alliance avec les autorités israéliennes). Le 11 février 2011, moins d'un mois après Ben Ali, Moubarak est obligé de quitter le pouvoir. D'autres pays de la région s'embrasent, la répression s'abat. Les luttes sont toujours en cours, le processus n'est pas terminé au niveau régional.

En Tunisie et en Egypte, les classes dominantes locales essaient, avec l'aide des grandes puissances occidentales, de contrôler la situation afin que le mouvement ne débouche pas sur une révolution sociale.

Le vent de la rébellion traverse la Méditerranée de l'Afrique du Nord vers le Sud de l'Europe. Au Portugal, le 12 mars 2011, le mouvement des précaires manifeste par centaines de milliers dans les rues mais le mouvement ne dure pas. Le 15 mai, la protestation atteint l'Espagne et se prolonge jusqu'au 23 juillet puis rebondit dans un cadre mondial le 15 octobre 2011. Pendant ce temps, le mouvement a touché la Grèce dès le 24 mai 2011. La place Puerta del Sol à Madrid, la place Catalunya à Barcelone, la place Syntagma à Athènes et des centaines d'autres places d'Espagne et de Grèce vibrent au même rythme en juin 2011. En juillet-août, la protestation sociale secoue également Israël, le boulevard Rotschild à Tel Aviv est occupé mais sans mettre en danger le gouvernement (et sans chercher à faire la jonction avec la cause palestinienne). En septembre, le mouvement réussit à traverser l'Atlantique Nord. Il a atteint les Etats-Unis par la côte Est en commençant par New-York et Wall Street pour s'étendre à une grande partie du territoire des Etats-Unis jusqu'à la côte Ouest où Oakland vit l'expérience la plus radicale. Le 15 octobre 2011, date

définie par le mouvement des Indignés en Espagne, plus d'un million de personnes manifestent dans le monde, du Japon à la Côte Ouest des Etats-Unis, essentiellement dans les pays les plus industrialisés. Le 15 octobre, les manifestations les plus imposantes ont lieu à Madrid, Barcelone, Valence, Athènes et Rome. En Espagne, d'où l'action est partie près de 500 000 manifestants ont défilé dans les rues d'environ 80 villes différentes dont 200 000 ou plus à Madrid. Les deux principaux centres financiers de la planète, New York et Londres, sont le lieu de manifestations dans le cadre de ce vaste mouvement. Plus de 80 pays et près d'un millier de villes différentes ont vu défilé des centaines de milliers de jeunes et d'adultes qui protestent contre la gestion de la crise économique internationale par des gouvernements qui courent aux secours des institutions privées responsables de la débâcle et qui en profitent pour renforcer les politiques néolibérales : licenciements massifs dans les services publics, coupes claires dans les dépenses sociales, privatisations massives, atteintes aux mécanismes de solidarité collective (systèmes publics de pension, droits aux allocations de chômage, convention collectives entre salariés et patronat,...). Partout le remboursement de la dette publique est le prétexte utilisé pour renforcer l'austérité. Partout les manifestants dénoncent les banques.

Aucune organisation ne dirige le mouvement et celui-ci ne cherche pas à se doter d'une structure de coordination internationale, mais la communication passe manifestement très bien.

Quelques traits communs des mobilisations en 2011

En 2011, du printemps arabe à Occupy Wall Street en passant par les Indignés, on retrouve plusieurs points communs.

1. Les manifestants-tes ont réoccupé la place publique, ils s'y sont même installés, ils ont également multiplié les manifestations de rue. Dans le passé, les actions radicales commençaient souvent sur le lieu de travail ou d'étude et impliquaient l'occupation des installations (usines, écoles, université...). Bien que les grèves et les occupations d'usine ou d'établissements scolaires n'aient pas été absentes dans certains pays comme l'Egypte ou la Grèce, la forme d'action la plus répandue adoptée par les participants aux actions a consisté à reconquérir l'espace public. Une partie importante des manifestants n'a pas la possibilité de s'organiser sur le lieu de travail, notamment à cause de la répression et de l'atomisation des travailleurs. Un grand nombre de participants n'ont pas d'emploi (c'est une des raisons de leur engagement dans l'action) ou doivent se contenter d'un emploi précaire. Parmi les manifestants, dans certains pays, il y a un grand nombre de diplômés sans travail. Dans des pays comme l'Espagne, touchés de plein fouet par la crise de l'immobilier, ou comme Israël, où le manque d'habitations pour les revenus modestes est criant, les personnes victimes de la crise de l'immobilier peuvent être fortement représentées. Outre ces raisons, la volonté d'occuper la place publique renvoie bien sûr à la volonté de se regrouper, de compter ses forces, de faire une démonstration de puissance face à un pouvoir qui est perçu en Tunisie, en Espagne, en Grèce, en Egypte (ou, pour une bonne part des manifestants, aux Etats-Unis) comme complètement sourd aux besoins et aux demandes de la majorité des citoyens et citoyennes du pays. L'exigence d'une authentique démocratie est au cœur du mouvement.

2. Dans plusieurs pays, la communication et la mobilisation via les réseaux sociaux (facebook, twitter, etc.) ont joué un rôle important même s'il ne faut pas exagérer le phénomène.

3. La forme « assembléiste » du mouvement constitue une caractéristique commune. Dans le même esprit, il y a une réticence, voire carrément un refus, d'élire des délégués-ées. On veut la démocratie directe et participative.

4. Dans plusieurs pays, la désobéissance civile a été revendiquée et pratiquée systématiquement

comme un acte de résistance face au pouvoir totalitaire (dans le cas de la Tunisie et de l’Egypte) ou face à un pouvoir autiste qui n’hésite pas à utiliser la répression pour vider les places publiques ou empêcher purement et simplement des rassemblements (comme c’est le cas aux Etats-Unis régulièrement). On est à cent lieues des manifestations traditionnelles qui ressemblent plus à des processions qu’à des marches de protestation. D’une certaine manière, le mouvement traduit un saut qualitatif. Alors que jusque là l’idéologie dominante et la répression avaient réussi à individualiser, à atomiser les comportements sur la base de la peur (peur d’être réprimé, peur de perdre son emploi, peur de perdre son logement, peur de perdre son droit à la retraite, peur de perdre son épargne...), l’ampleur de la crise et le fait qu’une masse critique de manifestants a été atteinte a permis à beaucoup de personnes de surmonter l’isolement avec notamment l’idée qu’il n’y avait plus grand-chose à perdre. Pour la majorité des participants au mouvement, il s’agit du premier combat collectif à dimension politique.

5. Dans la plupart des cas, il n’y a eu d’élaboration d’un programme de revendications, même si les commissions de travail du mouvement des Indignés espagnols ont produit des propositions et des déclarations. A ce titre il convient de souligner l’importance de la déclaration commune entre la Puerta del Sol et la Place Syntagma intitulée : Appel Sol-Syntagma et qui affirme notamment : « *Non au paiement de la dette illégitime. Cette dette n’est pas la nôtre ! Nous ne devons rien, nous ne vendons rien, nous ne payerons rien !* » [9]. Dans le cas de la Tunisie et de l’Egypte, il y a eu cependant un accord sur une revendication centrale le départ du dictateur qui s’est exprimé dans une exhortation très claire : « Dégage ! ».

6. Les manifestants ne se sont pas regroupés sur base identitaire : l’ethnie, la religion, la classe, la génération, l’orientation politique. Le mélange dominait même si certaines catégories parmi les plus exploitées sont sous-représentées dans certains cas. La formule adoptée aux Etats-Unis par Occupy Wall Street a rapidement commencé à faire le tour de la planète : « Nous sommes les 99% ».

On pourrait ajouter une septième caractéristique commune : dans aucun cas, le Forum Social mondial, le Forum social européen, le Forum social des Amériques n’ont constitué une référence pour les manifestants. Le terme altermondialiste ou antiglobalisation ne fait pas non plus partie des références. De ce point de vue, le cycle ouvert par la création du Forum social mondial en 2001 semble s’être bel et bien refermé, un autre cycle s’est ouvert, on verra sur quoi il débouchera. L’important, c’est d’y participer.

Au-delà des points communs, des différences sautent aux yeux. Dans les pays d’Afrique du Nord et du Proche Orient, les cibles principales sont les régimes dictatoriaux et les régimes autoritaires (même si la question sociale est bien présente et est à la base du mouvement). Dans les pays les plus industrialisés, les cibles sont les banquiers et les gouvernants à leur service. La défense des biens communs est un point de convergence. La question sociale s’exprime sur le mode du refus du travail précaire, du rejet des privatisations des services publics (l’éducation, la santé...), de la nécessité de trouver une solution à la question du logement et de la dette hypothécaire (en particulier en Espagne et aux Etats-Unis, pays dans lequel il faut ajouter la dette des étudiants qui totalise 1000 milliards de dollars), du refus de payer la crise provoquée par le 1% de très riches...

Dans les pays les plus industrialisés, il y a aussi une différence très grande entre la radicalité du mouvement en Grèce, où on se rapproche d’une possible crise prérévolutionnaire sur le mode de l’Argentine en 2001-2002, et la situation en Espagne, sans parler des Etats-Unis. Les histoires différentes de ces pays et de leurs mouvements sociaux, le degré d’implantation différents des partis politiques de la gauche dure (la gauche radicale grecque en y incluant le parti communiste peut représenter près de 25 à 30% de l’électorat et influencer une partie importante du mouvement syndical, de même au Portugal, c’est bien sûr totalement différent aux Etats-Unis) ne sont pas gommés par le mouvement qui a vu le jour en 2011.

Indignées et indignés du monde entier : Unissons-nous

L'avenir du printemps arabe, du mouvement des indignés et d'Occupy Wall Street est très difficile à prévoir.

La rébellion en Tunisie ou en Egypte risque de déboucher sur une transition ressemblant à ce qui s'est passé en Amérique latine, aux Philippines ou en Corée à la fin des dictatures au cours des années 1980, ou en Afrique du Sud dans les années 1990 sans parler d'autres Etats d'Afrique subsaharienne : la stabilisation d'un régime bourgeois néolibéral. L'époque est différente, les caractéristiques du monde musulman sont particulières, les enjeux géostratégiques (en particulier en ce qui concerne l'Egypte et le Moyen Orient, moins pour la Tunisie) pèseront, l'histoire est un processus ouvert. La capacité de développer l'autoorganisation des opprimés sera décisive.

Pour le mouvement Occupy Wall Street - OWS - (et ses équivalents sur le reste du territoire des Etats-Unis), la phase actuelle de répression jointe à l'hiver aura-t-elle raison du mouvement ? Les tentatives du parti démocrate de réussir une OPA sur OWS dans la perspective des présidentielles de 2012 réussiront-elles à le diviser ?

Pour le mouvement des Indignés européens, à part la Grèce où le mouvement affronte directement le gouvernement, on verra si le mouvement réussira à se consolider en Espagne, à reprendre force au Portugal, à s'implanter en Italie, s'il finira par toucher l'Irlande et d'autres pays d'Europe. Dans les cas grecs, espagnol et portugais, quand le mouvement est né, les socialistes étaient au pouvoir et gouvernaient au profit des banquiers responsables de la crise en appliquant des politiques néolibérales. Depuis, la droite est revenue au gouvernement grâce à des élections et est bien décidée à imposer une cure d'austérité encore plus brutale. En Grèce, le retour de la droite a été réalisé sans élection par la mise en place d'un gouvernement d'union nationale entre le Pasok, la droite et l'extrême droite. Le contexte politique s'en trouve modifié, le mouvement des Indignés reprendra-t-il de la force, rentrera-t-il directement en conflit avec ces gouvernements ? La réponse à ces questions sera déterminante pour la capacité à affronter l'aggravation de la crise. Le peuple irlandais sortira-t-il de sa torpeur ? Naîtra-t-il un mouvement des Indignés irlandais ? Les mouvements sociaux italiens ont joué un rôle déterminant au début des années 2000 lors de la phase ascendante du mouvement antiglobalisation et du Forum social européen et mondial. Cela a été suivi par un reflux, dans certains cas, par une adaptation à la politique sociale libérale du gouvernement de Romano Prodi et par une démoralisation suite au retour de Silvio Berlusconi. Que va-t-il se passer avec le gouvernement d'affaires de Mario Monti et la mise sous tutelle partielle de l'Italie par la Commission européenne et le FMI ? Le mouvement des Indignés trouvera-t-il une forme particulière à l'italienne en 2012 ou la résistance passera-t-elle principalement par d'autres canaux ? En France, qui a connu un puissant mouvement social en 2010 pour la défense des retraites et qui est restée en 2011 en marge du mouvement des Indignés, celui-ci finira-t-il par prendre racine quand la nouvelle dose d'austérité sera pleinement entrée en application que ce soit avec Nicolas Sarkozy ou le socialiste François Hollande ? Quid de la Grande Bretagne, de l'Allemagne, de la Belgique... ? Si la crise des banques privées se traduit par de nouvelles faillites dans la foulée de celle de la banque franco-belge Dexia en octobre 2011, quel sera l'effet sur les populations ?

De toute manière, grâce au printemps arabe, aux mouvements des indignés et à Occupy Wall Street, le bilan de l'année 2011 est de toute évidence positif pour le mouvement social en lutte. Des peuples se sont débarrassés de dictatures en Afrique du Nord, aux Etats-Unis, ce n'est le Tea Party qui retient l'attention mais Occupy Wall Street et dans plusieurs pays d'Europe la résistance s'organise à une large échelle, tout en sortant des sentiers battus.

Une chose est certaine, la question de la dette constituera de plus en plus la pierre angulaire du

combat pour résister aux plans d'austérité et à la poursuite de la destruction des acquis sociaux. Le remboursement de la dette publique constitue à la fois le prétexte pour imposer l'austérité et un puissant mécanisme de transfert des revenus de ceux d'en bas vers ceux d'en haut (des 99% au profit du 1%). Le combat pour briser le cercle infernal de la dette est vital. Si on ne le mène pas de front, il y a peu de chances qu'on puisse vaincre la prochaine vague d'offensive néolibérale. De plus, dans des pays comme l'Espagne ou l'Irlande où la bulle immobilière en éclatant a affecté des centaines de milliers de familles, l'annulation de la dette hypothécaire et la garantie du droit à un logement décent deviennent des questions centrales.

Dans plusieurs pays (Grèce, France, Portugal, Espagne, Italie, Irlande,...), la création de collectifs d'audit citoyen de la dette est un pas en avant pour renforcer la dynamique du mouvement des Indignés là où il existe et pour passer à la controffensive à l'échelle de l'Europe.

Indignées et indignés du monde entier : Unissons-nous !

Eric Toussaint

P.-S.

* Éric Toussaint, docteur en sciences politiques, président du CADTM Belgique, membre du Conseil international du Forum social mondial depuis sa création et du Conseil scientifique d'ATTAC France. A dirigé avec Damien Millet le livre collectif La Dette ou la Vie, Aden-CADTM, 2011. A participé au livre d'ATTAC : Le piège de la dette publique. Comment s'en sortir, édition Les liens qui libèrent, Paris, 2011.

Notes

[1] En Afrique au sud du Sahara, ont eu lieu des mobilisations étudiantes au Burkina Faso en mars - avril 2011, au Togo en mai - juin 2011 et au Sénégal un mouvement intitulé Y'en a marre contre l'autoritarisme du président A. Wade en juin 2011. Elles se référaient explicitement au printemps arabe en cours. Au Sénégal, le Forum Social Mondial réuni en février 2011, dix ans après sa création, a connu un succès important sous le signe du soulèvement en cours en Tunisie et en Egypte (voir Olivier Bonfond FSM-Dakar-2011-Succes-populaire-et).

[2] Voir Franck Gaudichaud (ESSF, article 23403), « [Chili : réflexions sur le réveil des mouvements sociaux et le « Mai chilien »](#) »

[3] Voir Franck Gaudichaud (sous la direction de), Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine, Textuel, Paris, 2008, et pour l'évolution en 2008-2009, Eric Toussaint Venezuela, Equateur et Bolivie : la roue de l'histoire en marche novembre 2009 : <http://www.cadtm.org/Venezuela-Equateur-et-Bolivie-la>

[4] Voir sur ESSF (article 19127), [Appel de la Bastille pour l'annulation de la dette du Tiers Monde](#).

[5] voir <http://www.cadtm.org/Les-Manifestes-du-possible>

[6] Voir Jean Ziegler, Destruction massive : géopolitique de la faim, Le Seuil, Paris, 2011 et Damien Millet et Eric Toussaint, La Crise, quelles crises ? Aden-CADTM-Cetim, Bruxelles-Liège-Genève, 2010, chapitre 6.

[7] Voir Damien Millet et Eric Toussaint (sous la direction de), La dette ou la vie, Aden-CADTM, 2011.

[8] Lors du G20 tenu à Cannes en novembre 2011, les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) n'ont pas été d'accord pour apporter des fonds tant qu'on ne leur faisait pas nettement plus de place dans les instances internationales.

[9] Voir sur ESSF (article 22802), [Un appel des Indignés de la Plaza del Sol et de Syntagma](#).